



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Tenue et l'équipement des gardes champêtres territoriaux - police rurale
Question au Gouvernement n° 999

Texte de la question

AVENIR DES INSTITUTIONS

Mme la présidente. La parole est à Mme Catherine Couturier.

Mme Catherine Couturier. Monsieur le ministre chargé du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement, dans un entretien au *Figaro*, Richard Ferrand a déclaré « regretter tout ce qui bride la libre expression de la souveraineté populaire ». Quelle surprise ! La Macronie aurait-elle finalement consenti à défendre la démocratie ?

Non, M. Ferrand, petit serviteur du monarque (*Exclamations* sur les bancs du groupe RE), souhaite qu'Emmanuel Macron puisse briguer un troisième mandat présidentiel. Le valet du roi n'a pas digéré sa défaite ; il défend la voix de son maître...

M. Laurent Croizier. Élevez un peu le débat, s'il vous plaît !

Mme Catherine Couturier. ...pour mériter le poste de prochain Premier ministre. Ceux qui en doutaient encore en ont désormais la preuve : notre démocratie et les valeurs de la République sont bafouées. Le régime s'enfonce dans une dérive autoritaire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Je rappelle quand même que les derniers présidents à avoir changé leur Constitution pour être réélus sont Xi Jinping et Vladimir Poutine (« *Voilà !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES*), deux dirigeants autoritaires qui tiennent leur pays d'une main de fer.

Votre gouvernement a cumulé toutes les dérives : utilisation du 49.3 par onze fois en moins d'un an, remise en cause du droit d'amendement, arrestations politiques,...

M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice. Des arrestations ? Ils sont complètement fous !

Mme Catherine Couturier. ...utilisation de la police pour réprimer les manifestations, surveillance vidéo généralisée... Que vous faut-il de plus ?

La vision que la Macronie a de la politique est celle d'une élite déconnectée, cumulant les indemnités de mandat. Votre vision du monde en fichier Excel vous aura poussé à faire une réforme des retraites dont plus de 70 % de la population ne veut pas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Monsieur le porte-parole du Gouvernement, si vous souhaitez réellement la libre expression de la souveraineté

populaire, êtes-vous prêt à instaurer le référendum d'initiative citoyenne, la reconnaissance du vote blanc et la Vle République ? (« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.)

M. Laurent Croizier. Cette question est pitoyable !

Mme Émilie Bonnivard. Quelle démagogie !

M. Charles Sitzenstuhl. C'est nul comme question !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué chargé du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement.

M. Olivier Véran, ministre délégué chargé du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement. Pardonnez-moi mais le début de votre question était couvert par les applaudissements, de sorte que je ne l'ai pas très bien compris.

M. Charles Sitzenstuhl. Nous non plus, on n'a rien compris !

M. Olivier Véran, ministre délégué . Comme j'ai tout de même entendu « cumul dans le temps sans limite », « voix de son maître » et « dérive autoritaire », je suppose que vous parliez du président Mélenchon. (*Sourires et applaudissements sur les bancs du groupe RE. - Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Ce n'est pas de lui que vous parliez ? Ah, c'est de Richard Ferrand ? Vous m'interpellez donc sur les propos de Richard Ferrand, dont l'absence ici semble vous être la plus cruelle des présences, comme disait Marcel Proust.

« Lire, c'est toujours interpréter », disait le romancier Henry Miller. À entendre les réactions nombreuses à l'interview de Richard Ferrand, je suppose qu'elle a été beaucoup lue. Mais, voyez-vous, de toutes les interprétations, celle que j'ai tendance à privilégier est celle de l'auteur lui-même, à savoir Richard Ferrand.

J'ajoute, et vous serez d'accord avec moi, que chacun est libre de répondre aux questions de la presse et d'en donner la juste signification. Par ailleurs, en politique, il n'est pas interdit d'être sincère. Aux polémiques et aux caricatures, nous préférons l'action et la raison, mais peut-être avons-nous des mœurs politiques différentes des vôtres.

Vous interrogez le ministre du renouveau démocratique. Je vous réponds sur le fond, à présent :...

M. Antoine Léaument. Jusqu'ici, c'était quoi, alors ?

M. Olivier Véran, ministre déléguéje crois que des évolutions de la Constitution peuvent être envisagées et même souhaitables, mais pas sur ce point. Du reste, ce n'est pas ce qu'a dit M. Richard Ferrand.

Nous sommes en 2023 ; nous ne sommes pas encore en 2026. Notre préoccupation est de répondre aux besoins quotidiens des Français (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES*), et non de nous projeter dans une élection qui se tiendra dans quatre ans. Contrairement à vous, le Gouvernement ne se préoccupe pas de savoir s'il faut trancher la question du nombre de mandats présidentiels possibles, mais de répondre aux attentes du quotidien...

M. Antoine Léaument. menteur !

M. Olivier Véran, ministre déléguéconcernant l'emploi, la sécurité,...

M. William Martinet. Les retraites !

M. Olivier Véran, ministre délégué. ...la transition énergétique et le réarmement des services publics, afin qu'en 2027, les Français ne soient pas tentés par un vote populiste. Cela doit vous parler, puisque vous faites partie de ceux qui l'incarnent ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE et Dem.*)

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas comme cela qu'il faut leur répondre ! C'est maladroit !

Mme la présidente. La parole est à Mme Catherine Couturier.

Mme Catherine Couturier. Vous préférez combattre celles et ceux qui agissent pour préserver notre démocratie et notre liberté de mouvement plutôt que celles et ceux qui prônent le racisme et la xénophobie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Couturier](#)

Circonscription : Creuse (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 999

Rubrique : État

Ministère interrogé : Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 juin 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 juin 2023